

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 651 / mars 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2020

### La conjoncture économique à la Martinique

#### Vers une normalisation du climat conjoncturel

Au quatrième trimestre 2020, l'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit son redressement et s'établit à 98,2 points. Malgré les mesures de restriction du mois de novembre (la Martinique a connu en novembre un second confinement, à l'instar des régions métropolitaines), le regain d'optimisme des chefs d'entreprise s'est prolongé en fin d'année avec un ICA en hausse de 7,1 points sur le trimestre et de 27,7 points par rapport au creux du premier trimestre 2020. L'ICA se rapproche ainsi de sa moyenne de longue période, seuil au-delà duquel l'activité est considérée comme en expansion.

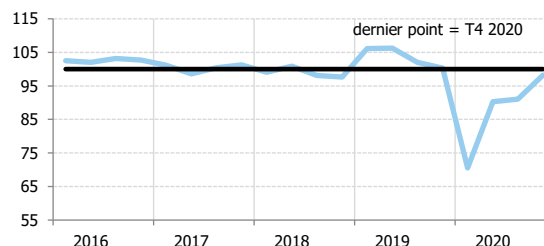
Les réponses à l'enquête concernant le trimestre en cours (correspondant au quatrième trimestre) ont, dans l'ensemble, contribué négativement à l'évolution de l'ICA. En particulier, la décélération des prix de vente et la baisse du solde d'opinions concernant la trésorerie ont freiné la hausse de l'indicateur, reflétant dans une certaine mesure les difficultés liées au second confinement. A contrario, les réponses à l'enquête concernant le trimestre à venir (correspondant au premier trimestre 2021) ont contribué positivement à l'évolution de l'ICA. Le solde d'opinions relatif à l'activité prévue au premier trimestre progresse ainsi fortement.

Cette hausse pourrait d'ailleurs mettre fin au découplage apparu avec la crise sanitaire entre le solde d'opinions sur l'activité constatée et celui sur l'activité anticipée pour le même trimestre. Cet écart laisse effectivement penser que les chefs d'entreprise ont été globalement trop pessimistes, dans un contexte de forte incertitude, et que le volume d'activité les a plutôt favorablement surpris tout au long de l'année passée.

Selon l'enquête, le climat conjoncturel semble ainsi en voie de normalisation. Les déclarations des entreprises concernant l'évolution de leur chiffre d'affaires étayaient cette observation. Ainsi, 57 % des entrepreneurs sondés déclarent un chiffre d'affaires en hausse par rapport au troisième trimestre 2020, alors que 3 entreprises sur 4 anticipent d'ores et déjà un maintien ou une augmentation de leur chiffre d'affaires pour 2021.

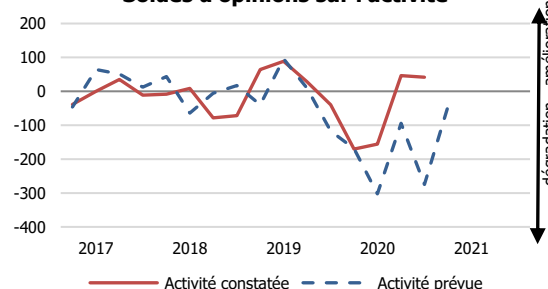
Les entreprises interrogées dans le cadre de notre enquête ont continué à bénéficier au quatrième trimestre de concours financiers exceptionnels destinés à faire face aux difficultés de trésorerie. 35,3 % des entreprises sondées ont sollicité des aides publiques (dont PGE), après 31,5 % au trimestre précédent. 5,9 % ont eu recours à des concours bancaires hors PGE (report d'échéances bancaires, découvert autorisé, affacturage, autre), après 7,9 % au troisième trimestre. Elles sont enfin moins nombreuses (5,9 %, après 13,5 % au troisième trimestre) à solliciter un allongement des délais de règlement des fournisseurs, mais significativement plus nombreuses (23,5 % après 9,0 %) à exiger une accélération du recouvrement des créances clients.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

**Soldes d'opinions sur l'activité**

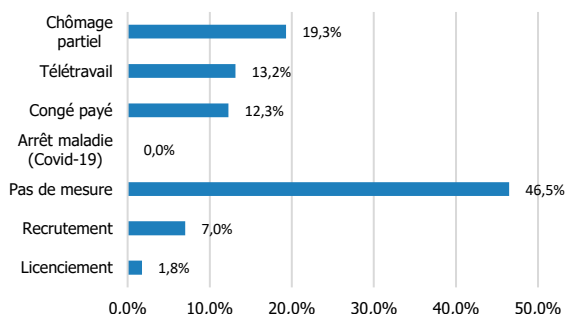


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour rappel, à fin décembre, les banques martiniquaises ont octroyé 923 millions d'euros de trésorerie (757 millions d'euros sous forme de prêts garantis par l'État (PGE), 166 millions d'euros sous forme de moratoires) aux entreprises, soit l'équivalent de 90 % environ du chiffre d'affaires mensuel de l'ensemble des entreprises de l'île.

Les entreprises répondantes ont par ailleurs significativement réduit l'usage de mesures spécifiques concernant la sauvegarde et l'aménagement de l'emploi au quatrième trimestre. Ainsi, elles sont 19,3 % à déclarer recourir à la mise en activité partielle pour certains de leurs salariés, contre 44,3 % au cours du troisième trimestre. 13,2 % d'entre elles ont placé des salariés en télétravail, contre 38,6 % auparavant. L'utilisation du congé payé a reflué dans les mêmes proportions entre les deux enquêtes, de 38,6 % à 12,3 %. Ainsi, les entreprises sont désormais près d'une sur deux à n'appliquer aucune mesure spécifique, contre une sur quatre le trimestre précédent. Les entreprises sondées n'ont plus aucun salarié en arrêt maladie (Covid-19), alors qu'elles étaient encore 15,9 % à en avoir au troisième trimestre. Par ailleurs, elles sont une proportion toujours aussi faible à recruter (7,0 % contre 10,2 % au troisième trimestre), et plus faible encore à licencier (1,8 %, contre 1,1 % précédemment).

### Mesures mises en place pour l'emploi



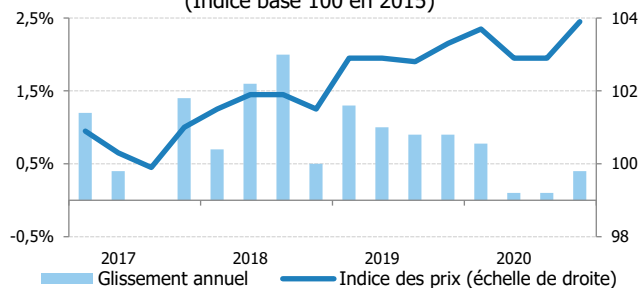
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Rebond de l'inflation

En raison du second confinement du mois de novembre, l'Insee n'a pas été en mesure de collecter les informations nécessaires à l'élaboration de l'indice des prix à la consommation pour les mois de novembre et décembre. Cependant, le relevé de janvier (qui remplace exceptionnellement celui de décembre dans le graphique ci-contre<sup>1</sup>) laisse peu de doute sur la dynamique des prix à la fin de l'année 2020.

En effet, à fin janvier, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,3 % par rapport au mois d'octobre 2020. Dans le détail, les prix de l'énergie ont bondi de 4,5 % sur les trois derniers mois, en lien avec la hausse du prix des produits pétroliers (+6,2 %) sur la période. Le prix des services a également connu une hausse significative (+1,5 %), à laquelle la hausse du prix des services de transports a contribué (+25,3 %). Le prix de l'habillement et chaussures (+8,3 %) a quant à lui contribué à la hausse des produits manufacturés (+1,5 %). Seuls les prix de l'alimentation sont en repli de 0,9 % sur la période.

### Indice des prix à la consommation (Indice base 100 en 2015)



Source : Insee

Sur un an, l'inflation rebondit et atteint +0,4 % après -0,3 % en octobre. Cette accélération des prix s'explique par le redressement des prix de l'énergie, qui ne sont plus en baisse que de 5,2 % sur un an en janvier, après -9,0 % en octobre. Elle s'explique également par la dynamique des prix des produits manufacturés en hausse de 0,9 % en glissement annuel, contre -1,5 % trois mois plutôt. Les hausses des prix des services et de l'alimentation ont plutôt ralenti quant à elles, respectivement de +1,0 % et +2,1 % en octobre à +0,7 % et +0,6 % en janvier.

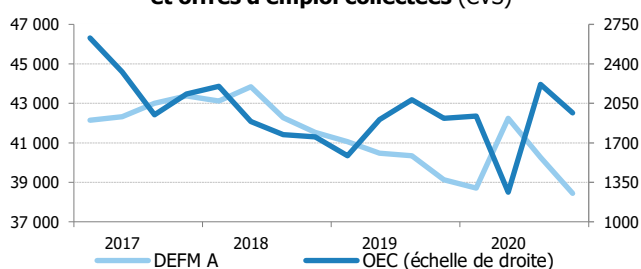
## Emploi : une amélioration en trompe-l'oeil

À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 38 440 personnes (CVS), en baisse de 4,5 % en variation trimestrielle après -4,7 % au trimestre précédent.

Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette amélioration. Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (-7,8 %, CVS), celui de la catégorie des 25-49 ans (-4,9 %, CVS), comme celui de la catégorie des plus de 50 ans (-3,0 %, CVS) sont en baisse en variation trimestrielle. En variation annuelle, le nombre de DEFM A décroît également de 1,7 % (CVS).

Ces statistiques semblent suggérer que le marché de l'emploi est en passe d'absorber le choc de la crise sanitaire. Toutefois, elles doivent être relativisées au regard des autres données chiffrées concernant le marché du travail. Le nombre de demandeurs

### Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTPT, Pôle emploi, Dares

<sup>1</sup> La crise sanitaire de la Covid-19 a affecté la production des données de l'Insee. Les relevés de prix dans les points de vente physiques ont été suspendus à partir du 16 mars pour reprendre progressivement en juin puis de nouveaux suspendus entre le 30 octobre et le 4 janvier. Pour cette raison, nous remplaçons dans notre graphique les données de juin 2020 par celles de juillet 2020, ainsi que les données de décembre 2020 par celles de janvier 2021.

d'emploi inscrits en catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate) a bondi de 22,1 % (+600) au quatrième trimestre après une hausse de 4,2 % au trimestre précédent. Le nombre d'allocataires du RSA a également significativement augmenté au troisième trimestre (+2,1 %). Par ailleurs, les chiffres communiqués par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) concernant le secteur privé (hors agriculture et hors particuliers employeurs) indiquent une stagnation du nombre de salariés au quatrième trimestre 2020 (-0,01 %) après un rebond de 2,9 % au troisième trimestre. Ceci laisse penser qu'une partie des demandeurs d'emploi n'est pas revenue sur le marché du travail. Enfin, l'enquête de conjoncture de l'IEDOM suggère qu'une entreprise sur 5 recourt encore au chômage partiel au quatrième trimestre, maintenant des salariés sur le marché du travail, mais en situation de sous-emploi. Les données de la Dares confirment les résultats de l'enquête, puisque les entreprises martiniquaises ont réalisé 4 520 demandes d'indemnisation d'activité partielle au quatrième trimestre (dont 2 155 pour le seul mois de novembre, correspondant au second confinement) représentant 3 229 emplois équivalent temps plein (EQTP) sur trois mois et 14,3 millions d'euros, après 3 255 demandes, 2 445 emplois EQTP et 11,4 millions d'euros respectivement au troisième trimestre.

## Des prévisions d'investissement bien orientées

Les chefs d'entreprises sondés par l'enquête de conjoncture restent optimistes au quatrième trimestre concernant leurs prévisions d'investissement dans les douze mois à venir. Les entreprises des secteurs de l'industrie agroalimentaire, du BTP, des services aux entreprises et dans une moindre mesure du commerce sont particulièrement confiantes. Selon l'enquête de conjoncture, 43 % des chefs d'entreprise anticipent même d'accroître leurs dépenses d'investissements en 2021. Seuls les industries non agroalimentaires et le secteur du tourisme prévoient un repli de ces plans d'investissement. Cet optimisme se traduit d'ores et déjà dans les concours bancaires : les encours de crédit à l'investissement des entreprises progressent de 4,4 % par rapport au troisième trimestre, dans un contexte de baisse régulière depuis la mi-année du coût des crédits d'équipement. Par ailleurs les importations de biens d'investissement exprimées en glissement annuel augmentent par rapport au même trimestre l'année précédente (+0,5 %, CVS).

En termes de vulnérabilité des entreprises, les statistiques s'inscrivent dans un contexte fluctuant, mais plus favorable qu'au deuxième trimestre. Les impayés sur effet ont atteint 1,6 m€ au quatrième trimestre (après 1,4 m€ au troisième, mais 2,4 m€ au deuxième trimestre), alors que le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de baisser (-5,0 % en variation trimestre, -16,6 % en glissement annuel).

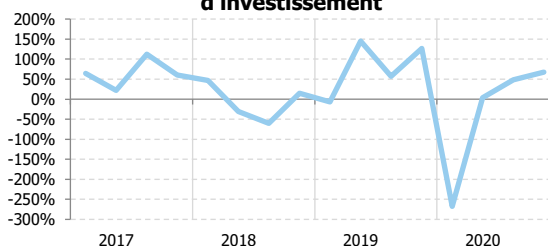
## La consommation des ménages atteint un plateau

Si l'été a vu une reprise notable de la consommation des ménages dans le sillage du déconfinement, les statistiques disponibles concernant la fin d'année indiquent que le niveau de leur consommation n'a pas significativement évolué au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. Leurs dépenses semblent atteindre désormais un plateau, où subsistent toutefois des effets d'arbitrage entre les biens dont la consommation a été impactée négativement pendant le premier semestre et les autres. Ainsi, les importations de biens de consommation durables (principalement de l'électroménager et des meubles), qui ont connu un recul bien plus marqué au cœur du premier confinement, sont en hausse au quatrième trimestre de 7,3 % (CVS). Malgré ce rattrapage, elles restent inférieures en cumul au niveau de l'année précédente (-0,7 %). Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) reculent légèrement quant à elles de 1,9 % d'un trimestre à l'autre, mais dépassent en cumul sur l'année le niveau de 2020 de 3,1 %.

Les dépenses des ménages réalisées au moyen de leurs cartes bancaires ont progressé moins vite au quatrième trimestre (relativement au même trimestre, l'année précédente) qu'au troisième, de 5,2 % après +7,2 % respectivement. De même, la croissance des encours de crédits à la consommation a ralenti de 3,9 % au troisième trimestre à 2,3 % au quatrième trimestre. D'ailleurs, l'épargne des ménages accumulée lors du premier confinement apparaît toujours sur leurs comptes, leur situation financière nette étant supérieure de 260 millions d'euros à fin décembre par rapport au début de la crise sanitaire, contre 242 millions d'euros à fin septembre.

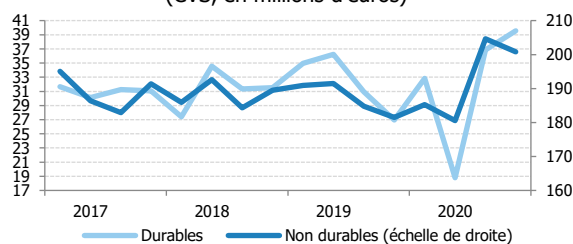
Enfin, les indicateurs de vulnérabilité demeurent favorablement orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-5,9 %), de retraits de cartes bancaires (-1,6 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-5,7 %) diminuent sur les trois derniers mois. À noter toutefois que le nombre de dépôts de dossiers de surendettement continue d'augmenter en variation trimestrielle (+15,9 %), même s'il reste inférieur à son niveau de l'année précédente sur le trimestre (-8,1 %).

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Importations de biens de consommation (CVS, en millions d'euros)

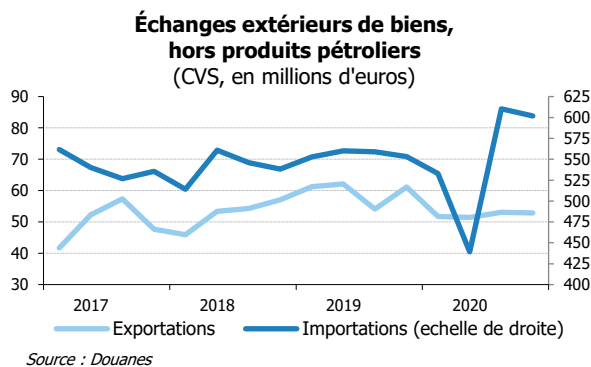


Source : Douanes

## Ralentissement des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs, dans lesquels les importations pèsent lourd, semblent accompagner la trajectoire en plateau de la consommation des ménages. Hors produits pétroliers, les importations diminuent légèrement de 1,4 % (CVS) après une forte hausse correspondant à la reprise post-confinement (+38,9 %). Cette évolution découle notamment de la baisse des importations d'autres produits industriels (-5,4 %, CVS), ainsi que des équipements mécaniques et matériels électriques (-2,8 % CVS). Quant aux exportations, elles sont quasi-stables au quatrième trimestre (-0,4 % après +3,2 %, CVS).

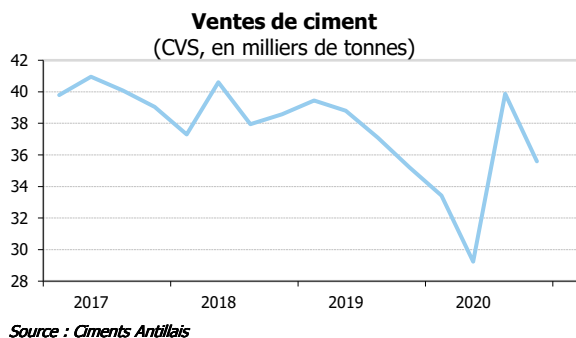
Les exportations (-17,8 % CVS) et les importations totales martiniquaises (-7,6 % CVS) reculent sur le trimestre en raison de la forte baisse des échanges de produits pétroliers. Les exportations et importations de ces derniers chutent de respectivement 73,0 % (CVS) et 31,8 % (CVS). Cette évolution s'explique par le « grand arrêt » de la SARA, la raffinerie de Martinique, pour des opérations de maintenance. La forte progression des échanges du trimestre précédent provenait de la hausse des stocks afin de répondre normalement à la demande au cours de l'arrêt technique.



## La conjoncture sectorielle

Excepté pour les secteurs primaire et tourisme, l'activité économique sectorielle de la Martinique semble s'être améliorée au quatrième trimestre selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Les soldes d'opinions globaux indiquent une activité mieux orientée sur la période, des prix en hausse (toutefois, à un rythme moins rapide que précédemment) et des prévisions d'investissements en progression.

Selon les déclarations des professionnels du **BTP**, le volume d'activité progresse en fin d'année pour le second trimestre consécutif. Tous les soldes d'opinions pour le quatrième trimestre sont en territoire positif, à l'exception du solde concernant les charges d'exploitation. Les soldes d'opinions qui connaissent les plus fortes progressions sont les soldes de trésorerie et d'effectifs. Le solde sur les délais de paiement s'est également significativement amélioré. Si les ventes de ciment diminuent (-10,7 %, essentiellement liées au vrac), elles restent à un niveau supérieur au creux du premier semestre. La progression des attestations de conformité de logements neufs (qui sanctionnent la livraison des logements) pour le second trimestre d'affilé (+14,3 %, CVS) témoigne de la confirmation de la reprise dans le segment des petits chantiers. Ainsi, 89 % des chefs d'entreprise du secteur déclarent un chiffre d'affaires au quatrième trimestre supérieur ou égal à celui du troisième trimestre 2020 (et 56 % déclarent un chiffre d'affaires strictement supérieur).



Dans le secteur du **commerce**, l'activité semble redémarrer faiblement ce trimestre. Plus de la moitié des entreprises du secteur déclare une hausse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre, période clé pour les entreprises du secteur. Les chefs d'entreprise communiquent majoritairement des effectifs et des prix en hausse, ainsi qu'une pression moindre de leurs charges d'exploitation sur leurs comptes. Cependant, les délais de paiement de leurs clients sont toujours en voie de dégradation et semblent peser sur leur trésorerie. La situation des commerces paraît toutefois hétérogène. Dans le secteur automobile, les immatriculations de véhicules de tourisme se situent au quatrième trimestre 2020 à un niveau inférieur de 39 % à son niveau de l'année précédente. Elles reflètent des niveaux de ventes encore éloignés de ceux des années précédentes. Dans le secteur de la grande distribution, le chiffre d'affaires des hypermarchés stagne (-0,1 %) en variation trimestrielle, mais reste en forte hausse à fin décembre 2020 comparé au quatrième trimestre de 2019 (+7,0 %).

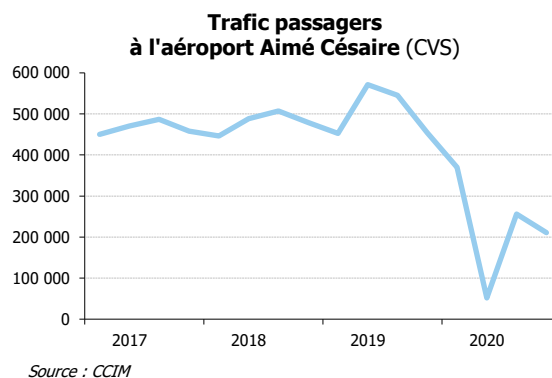
Les dirigeants de sociétés dans le secteur des **services aux entreprises** déclarent également une activité bien orientée malgré des soldes d'opinions négatifs concernant les charges d'exploitation, la trésorerie ainsi que les effectifs. Une entreprise sur deux appartenant à ce secteur déclare ainsi réaliser un chiffre d'affaires supérieur à celui du troisième trimestre, dans un contexte caractérisé par le second confinement du mois de novembre et la fermeture de certaines structures.

Les réponses à l'enquête de conjoncture des **industriels** concluent à un volume d'activité stable au quatrième trimestre. Les trois soldes d'opinions reflétant la situation comptable (charges d'exploitation, trésorerie, délais de paiement) sont toutefois négatifs voire très négatifs pour les charges d'exploitation. Une entreprise industrielle sur deux déclare notamment un chiffre d'affaires inférieur au trimestre précédent, ce qui laisserait penser que la situation économique du secteur continue de se dégrader. La baisse (-8,6% CVS) des ventes de fioul, un combustible largement utilisé dans l'industrie, suggère effectivement que l'activité du secteur évolue à des niveaux encore inférieurs à ses capacités de production.



Les chefs d'entreprises du **secteur primaire et agroalimentaire** observent également, dans l'ensemble, une détérioration de leur activité au quatrième trimestre. Selon leurs déclarations, le climat d'affaires demeure mal orienté, en particulier du fait de la dégradation des délais de paiement et des charges d'exploitation. Près de la moitié des professionnels du secteur constatent une baisse de leur chiffre d'affaires sur le trimestre par rapport au trimestre précédent. Par exemple, dans le segment de l'élevage, les abattages sont globalement en baisse (-1,0 %) sur le trimestre (dont ceux de bovins de -7,4 %, CVS, et de porcins de -1,1 %, CVS). Les importations de viandes porcines (-3,9 % CVS) et de volailles (-4,4 % CVS) reculent également.

Les déclarations des professionnels du **tourisme** traduisent une forte dégradation de l'activité. Ce secteur reste particulièrement touché par les conséquences de la crise sanitaire et les trois quarts des interrogés déclarent une baisse de chiffre d'affaires sur le quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, alors même qu'il correspond au début de la saison touristique. Par ailleurs, les restrictions de déplacement à destination et en provenance de l'Hexagone comme la fermeture des frontières internationales pendant le confinement de novembre ont fortement impacté la fréquentation de l'aéroport et les mouvements de vols qui ont baissé respectivement de 17,7 % (CVS) et 29,2 % (CVS) à fin décembre. En conséquence, les chefs d'entreprise déclarent une baisse de leurs effectifs, ainsi que de leurs prix de vente. Par ailleurs, avec l'instauration des mesures de restriction concernant les déplacements dans les DFA au premier trimestre 2021, ils anticipent une nouvelle baisse de l'activité et révisent à la baisse leurs prévisions d'investissements.



## La conjoncture régionale et internationale

### UNE REPRISE EN DEMI-TEINTE POUR LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBE

D'après les prévisions de la Banque Mondiale publiées en janvier 2021, la persistance de la pandémie de la COVID-19 devrait limiter le rebond de la croissance du PIB de la région Amérique latine et Caraïbe à +3,7 % pour l'année 2021, après l'avoir fait chuter de 6,9 % en 2020. La vitesse de la reprise dans la région devrait toutefois varier d'un pays à l'autre selon le degré de dépendance de l'économie au tourisme et aux exportations de produits de base.

Dans le détail, la croissance du PIB de la Caraïbe devrait repasser en territoire positif en 2021 à +4,5 % (après -7,7 % en 2020), stimulée par une reprise partielle du tourisme. Les grandes économies de la région ont, selon l'institution, particulièrement souffert du choc économique provoqué par la crise sanitaire. La République dominicaine a subi une baisse d'activité de 6,7 % en 2020 (+4,8 % en 2021). La PIB de la Jamaïque a reculé de 9,0 % l'année dernière (+4,0 % en 2021). La résilience très exceptionnelle de la Guyana, dont la richesse a crû de 23,3% en 2020 (+7,8 % en 2021), n'est due qu'au développement de l'exploitation de nouvelles sources de pétrole.

La Banque mondiale rappelle que des risques à la baisse subsistent concernant ce scénario de reprise. La croissance de l'activité pourrait être ralentie dans l'hypothèse d'une recrudescence prolongée du virus, d'un retard dans le déploiement des vaccins ou de la résurgence de troubles sociaux, notamment au Brésil, au Mexique et en Argentine. De plus, la région est confrontée à un risque supplémentaire de catastrophe naturelle, comme le montrent les dégâts causés par les ouragans Eta et Iota en novembre dernier, ce qui pourrait rallonger la période de retour à la normale. Dans ce contexte, les économistes du FMI ne prévoient un retour à des niveaux de production d'avant pandémie qu'en 2023.

La crise sanitaire devrait également produire des effets à plus long terme. D'après l'UNICEF, 60 % des enfants ayant perdu une année entière d'école dans le monde habitent dans la région Amérique latine et Caraïbe. Dans certains pays, les écoles qui avaient fermé au début de la crise n'ont pas encore rouvert. Selon l'organisation, plus d'un tiers d'entre eux n'ont pas encore fixé de date pour leur réouverture.

### LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QUE PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un

des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque mondiale, UNICEF, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **C. DORWLING-CARTER** — Responsable de la rédaction : **N. GOBALRAJA**

Rédaction : **A. SAREMI** — Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : mars 2021 — Dépôt légal : mars 2021 – ISSN : 2679-0823